



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mercredi 31 juillet 2013
Numéro 391

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

L'événement

Syrie: offensive de l'armée pour reprendre Khan al-Assal

As Safir (nationaliste arabe)
*Le flou politique égyptien
entrave la solution*

An Nahar (proche du 14-Mars)
*Aoun seul face à la prorogation
de deux ans du mandat de Kahwaji.
Des mesures pour organiser
l'entrée et le travail des Syriens
au Liban*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)
*La prorogation du mandat de
Kahwaji fait exploser le bloc Aoun*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)
*Prorogation de deux ans pour
Kahwaji*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)
*Le Courant du futur refuse la
consécration d'un «pouvoir
parlementaire»*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)
*Que des victoires à la Pyrrhus, dans
une Syrie déjà partagée en quatre...*

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)
*Renforts à Alep. La bataille
attendue sera à l'avantage
de l'armée*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)
*Kerry: nous œuvrons pour un accord
final d'ici 9 mois*

L'armée syrienne a lancé une grande offensive dans le Nord pour tenter de reprendre aux rebelles extrémistes Khan al-Assal, près d'Alep, théâtre d'un massacre qui a coûté la vie, la semaine dernière, à 150 civils et militaires. De violents combats se déroulent à la périphérie de la ville entre les deux camps. La localité était tombée le 22 juillet aux mains de rebelles proches d'Al-Qaïda, notamment les «Partisans du califat islamique».

Khan al-Assal constitue un enjeu important, car c'est là où les rebelles ont lancé, en février dernier, une attaque au gaz sarin qui a fait une trentaine de mort. Leur assaut contre la ville a coïncidé avec un accord conclu entre l'Etat syrien et des experts des Nations unies sur les modalités de l'enquête internationale sur l'utilisation des armes chimiques dans le conflit syrien.

Dans ce contexte, l'ambassadeur syrien en Russie, Riyad Haddad, a déclaré que le massacre de Khan al-Assal a été perpétré afin de dissimuler l'utilisation d'armes chimiques par les rebelles. «L'objectif principal de ce carnage perpétré par le groupe terroriste Ansar al-Khilafah était d'éliminer tous ceux qui avaient été témoins de l'utilisation d'armes chimiques dans cette région», a-t-il dit.

Le ministère syrien des Affaires étrangères a envoyé un message au secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon déplorant la mort de plusieurs civils et militaires dans l'attaque. Selon le diplomate, la communauté internationale n'a pour le moment émis aucune réaction sur les «événements sanglants survenus dans la région de Khan al-Assal».

Toujours sur le terrain, la principale milice kurde en Syrie a appelé mardi à la mobilisation générale contre les groupes extrémistes, à la suite de l'assassinat d'un dirigeant kurde dans le nord-est du pays, où de très violents combats opposent les deux camps depuis deux semaines. Cet appel à la mobilisation générale est sans précédent dans la guerre en Syrie. «Les Comités de protection du peuple kurde (YPG) -branche armée d'une émanation syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebelles kurdes de Turquie)- ont appelé tout ceux qui peuvent porter des armes à se joindre à leurs rangs pour protéger les zones qu'ils contrôlent des attaques de l'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIL) et du Front al-Nosra», a indiqué cette milice.

Sur un autre plan, l'Iran a ouvert une ligne de crédit de 3,6 milliards de dollars à Damas pour les besoins en pétrole de la Syrie, frappée par un embargo international, en échange du droit à investir en Syrie, a indiqué mardi l'agence syrienne Sana. L'accord, signé lundi à Téhéran, stipule que la Syrie remboursera le crédit «par le biais de différents investissements en Syrie», explique Sana sans plus de détails.

Téhéran avait déjà ouvert deux lignes de crédit d'un montant de quatre milliards de dollars à Damas pour aider son allié stratégique face à l'embargo international, avait indiqué le gouverneur de la Banque centrale de Syrie, Adib Mayalé, cité par le quotidien gouvernemental Tchrine, le 27 mai.

Le 22 juillet dernier, le vice-Premier ministre syrien Qadri Jamil avait déclaré, à l'issue d'une rencontre avec le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à Moscou, que Damas espère obtenir un crédit de la Russie d'ici à la fin de l'année, sans précisions sur le montant.

Al Akhbar

Les jeux sont faits. Les mandats du commandant en chef de l'armée et du chef d'état-major seront prorogés de deux ans par une décision administrative, forte d'une entente politique, qui lui permettra de résister à tout éventuel recours en invalidation. D'autant qu'il a été établi que dans des tels cas, la justice se plie aux exigences de la classe politique. Cette décision porte préjudice à ce qui reste encore de la structure de l'Etat, et sa première victime sera sans doute le bloc du Changement et de la Réforme du Michel Aoun, qui s'est dressé tout seul contre la décision. Il a réclamé hier la traduction en justice, dans cette affaire, du ministre de la Défense Fayez Ghosn, représentant des Marada au gouvernement. Ce courant constitue le deuxième pilier du Bloc parlementaire présidée par le général Aoun. Des sources de haut niveau proches du 8-Mars n'ont d'ailleurs aucun doute que la prorogation du mandat du général Kahwagi, avalisée par les chefs de file de ce camp politique en faisant fi de l'opinion du général Aoun, a porté le coup de grâce au Bloc du Changement et de la Réforme, une coalition qui regroupe plusieurs groupes parlementaires, dont ceux du CPL et des Marada.

As Safir

Daoud Rammal, journaliste libanais proche du Palais présidentiel

Une source informée affirme que la décision administrative en faveur d'une prorogation pour une durée de deux ans du mandat du commandant en chef de l'armée, Jean Kahwagi, n'a pas été prise pour des considérations personnelles. Cette décision tient compte plusieurs facteurs, dont le souci d'éviter le vide à la tête de l'institution militaire, au vu des échéances tant politiques que sécuritaires auxquelles le pays est confronté. En outre, la durée de la prorogation a été fixée à deux ans, étant donné que tous les autres délais envisagés, allant de six mois à un an et demi, coïncidaient avec les échéances constitutionnelles, à savoir les élections présidentielles, la formation d'un nouveau gouvernement ainsi que les législatives.

La prorogation de deux ans du mandat de Kahwagi prouve que ce dernier n'a aucunement l'intention de briguer la magistrature suprême. Par ailleurs, des sources bien informées soulignent que la formule juridique qui a fait l'objet d'une entente sur ce sujet est basée sur les articles 55 et 65 prévus dans le code de la défense, et affirment qu'il ne s'agit pas d'un précédent, rappelant dans ce cadre que l'ancien ministre de la Défense, Elias Murr, avait émis une décision prévoyant de reculer l'âge de retraite de certains officiers.

As Safir

Ali As-Saghir, correspondant au Liban-Sud

Les forces de la Finul ont été placées en état d'alerte maximale après avoir eu vent de la colère qui s'empare des habitants du Liban-Sud, dans le sillage de la décision européenne d'inscrire l'aile militaire du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes. Le passage au niveau d'alerte rouge s'est manifesté par la baisse considérable des patrouilles dans la région et par la désaffection des Casques bleus des commerces et des marchés de la région.

ILS ONT DIT...

Michel Aoun, chef du Courant patriotique libre

“Nous voulons immuniser l'armée contre les erreurs que cherchent à propager certains politiciens. Jouer avec les lois peut porter atteinte au moral des généraux et nuire à la hiérarchie militaire. La peur du vide est un mensonge et la décision de retarder l'âge de la retraite est illégitime. Il est inadmissible de prolonger le mandat du commandant de l'armée et de ne pas faire de même pour le directeur des Forces de sécurité intérieure. Nous n'allons pas nous taire face à la violation de la Constitution. Nous avons décidé de créer un front national formé de notables pour la défense de la Loi fondamentale.

Farid el-Khazen, député du Courant patriotique libre

“Il n'y a pas de rupture entre le Courant patriotique libre et le Courant des Marada. Il existe certaines divergences sur des dossiers controversés, comme le report du départ à la retraite du commandant en chef de l'armée et du chef de l'état-major. Le CPL conteste cette prorogation parce qu'elle est en contradiction avec la loi. Le Liban connaît une crise de gouvernance dans la République des prorogations, à commencer par le Parlement et le commandement de l'armée. Toutes les parties politiques sont responsables de la détérioration de la situation. Le 14-Mars a imposé des conditions irréalisables pour la formation du gouvernement et le fait de persister à écarter le Hezbollah de ce gouvernement prouve que ce mouvement ne veut pas que le cabinet soit formé.

Samir Geagea, chef des Forces libanaises (14-Mars)

“Le Liban ne peut pas assumer un aussi grand nombre de déplacés. Une solution doit être trouvée. La seule solution consiste à créer des zones de sécurité, à l'intérieur de la Syrie, sous la protection de la communauté internationale.

Conversation téléphonique entre Joublatt et Frangié

Le quotidien As Safir rapporte, mercredi, qu'un entretien téléphonique a eu lieu entre le chef du Parti socialiste progressiste, Walid Joublatt, et le chef des Marada, Sleiman Frangié. Ce contact intervient après une longue période de rupture entre les deux hommes.

Poursuites contre le garde du corps d'Ahmad al-Assir

L'Agence nationale d'information (Ani, officielle) a indiqué que le commissaire du gouvernement près le tribunal militaire, le juge Sakr Sakr, a engagé mercredi des poursuites contre le garde du corps personnel du cheikh Ahmed al-Assir, Ali Abdel Wahid, dans le cadre de l'enquête sur les affrontements de Abra. Le dossier a été transféré au premier juge d'instruction militaire Riad Abou Ghida.

La demande de libération de Michel Samaha rejetée

Le juge Sakr Sakr a rejeté mardi la demande de libération de l'ancien ministre et député Michel Samaha accusé d'avoir voulu commettre des attentats au Liban. Arrêté en août 2012 par les services de renseignements des Forces de sécurité intérieure (FSI), Michel Samaha est accusé d'avoir transporté des explosifs de Syrie vers le Liban, par voie terrestre, en vue de mener des attentats contre des personnalités religieuses et politiques au Akkar, dans le but de provoquer une discorde confessionnelle sur fond de crise syrienne.

Al Akhbar

Nahed Heter, correspondant en Jordanie

Après la guerre en Syrie, la résistance est devenue une stratégie qui s'incarne dans un axe international regroupant la Chine, la Russie (les pays des Brics), l'Iran, l'Irak, la Syrie et le Liban. C'est le seul axe capable de freiner l'agression impérialiste continue contre nos pays, réunir les conditions nécessaires à l'indépendance et au développement, et préparer le terrain à la résistance pour qu'elle réalise un exploit historique lui permettant d'encercler et de démanteler l'entité sioniste.

Dans le cas de la Syrie, quiconque combat l'armée arabe syrienne n'est ni un résistant ni un patriote, mais tout simplement un instrument aux mains des impérialistes, et il œuvre, de ce fait, à enterrer la cause palestinienne même s'il prétend le contraire à cor et à cri.

Ceci dit, le Hezbollah, dont le rôle est stratégique sur les plans libanais et régional, devrait se doter d'une vision nouvelle et remettre en question les vieilles alliances reposant sur des bases idéologiques. Il est nécessaire de lancer un débat sur le contenu sociopolitique et stratégique de la résistance.

Al Akhbar

L'un des participants à 'La rencontre de Saydet el-Jabal', qui a tenu hier sa réunion annuelle à l'hôtel Alexandre, assure que «la rencontre et le document final n'apportent rien de nouveau. Chaque année, nous nous réunissons pour discuter, mais en fin de compte, le dossier est relégué au fond d'un tiroir». Le véritable débat qui a eu lieu cette année a porté sur le dialogue avec l'autre. Mais le camp du 14-Mars n'est pas disposé à établir un dialogue avec le Courant patriotique libre (CPL) ou le Hezbollah, parce qu'il veut juste communiquer avec des gens qui lui ressemblent. Quel sera l'intérêt du dialogue s'il n'a pas pour objectif de s'ouvrir à l'autre?

An Nahar

Les autorités libanaises ont commencé à appliquer des contrôles stricts à l'entrée des réfugiés syriens au Liban, pour empêcher l'infiltration de «terroristes» et de groupes armés. Les mesures de sécurité sont appliquées à tous les points de passage avec la Syrie, dont les postes-frontières de Masnaa (est), Abboudiyeh et Aridah (nord).

Seules les personnes munies de cartes d'identité valides ou de passeports peuvent entrer au Liban et elles remplissent des formulaires indiquant leur statut de réfugiés ou de travailleurs. Concernant la fermeture des commerces illégaux ouverts par des Syriens, les autorités libanaises ont prolongé la date limite d'obtention de permis jusqu'au 31 août.

AFP (Agence France-press)

Deux notables syriens qui faisaient souvent office de médiateurs entre loyalistes et rebelles ont été assassinés dans la ville de Zabadani, au nord-ouest de Damas, rapportent mercredi une ONG et l'agence de presse syrienne Sana. «Le chef de la municipalité de Zabadani et une autre personne l'accompagnant ont été assassinés mardi soir sur la place de la gare à Zabadani», a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Le chef de la municipalité de cette ville, bombardée régulièrement par l'armée, «œuvrait pour une trêve entre les combattants rebelles et les forces du régime», a précisé l'OSDH.

Selon l'agence officielle Sana, le chef de la municipalité Majed Tinawi et Ghassane Haj Mahmoud, membre du comité local de réconciliation, ont été abattus par balles par «un groupe terroriste». «Les deux hommes ont été tués sur le coup, à la sortie d'une réunion consacrée à la réconciliation nationale», affirme l'agence citant une source policière.